

Le journal des marches



Le journal des-marches

<http://www.marches-contre-precarite.blogspot.com>

**A ceux qui veulent
dominer le monde
le monde répond
résistance**

Nous ne nous résignons pas
à un monde de misère et
de galère,
Nous ne nous résignons pas à
une société d'inégalités et de
pauvreté
Nous marchons pour faire en-
tendre nos voix et défendre nos
droits
Nous marchons pour imposer
d'autres choix et d'autres lois

Sans toit, sans emploi, sans
papiers, sans liberté,
Sans terre, sans éducation,
sans culture, sans santé
On nous prive de notre digni-
té, la révolte est une nécessi-
té

L'opulence d'une minorité se
nourrit des souffrances du
plus grand nombre
Le pouvoir d'une poignée se
renforce des renoncements ta-
pis dans l'ombre

La guerre sociale est une guer-
re totale
Elle ne souffre ni arrangement
ni atermoiement
Du libéralisme faisons table
rase
De nos convergences construi-
sons l'espérance



Dès le 17 avril et jusqu'au 1er mai :
Les marches régionales
contre la précarisation de nos vies
Et le 2 mai, toutes et tous à Paris !

Appel
des
marches

CONTRE LA PRECARISATION DE NOS VIES

RESISTONS, LUTTONS, MARCHONS

En France, comme dans toute l'Europe, depuis une vingtaine d'années, les droits sociaux fondamentaux et l'essentiel des biens et services publics sont la cible d'une offensive néo-libérale sans précédent.

Tous les droits y passent : les droits à la santé, de la liberté d'installation et de circulation, au logement et de la terre, à l'éducation et à la culture, à un emploi et à un revenu, à une alimentation et à un environnement de qualité.

Le droit des peuples à la Paix et à leur état. L'égalité et la justice sont bafoués : guerre en Irak, en Palestine, en Tchétchénie, en Amérique latine, en Afrique, à la guerre et la misère sont globales et permanentes contre les peuples du monde.

Les nouvelles technologies de surveillance et de contrôle nous mettent sous tutelle et marchandisent nos vies au mépris des libertés. La Loi Perben II et la Loi Sécurité Quotidienne suppriment les droits à une vie privée, syndicale et rejettent toute solidarité.

Le RMA, les "contrats d'avenir" et autres emplois forcés, ainsi que la directive européenne Bolkestein, vont détruire les droits du travail : c'est toujours davantage de travailleurs pauvres.

Criminalisation de la pauvreté comme du mouvement social et des "sans", notamment des sans-papiers, la guerre aux pauvres ne cesse de se dur-

cir. Les discriminations et les inégalités s'aggravent, notamment à l'encontre des femmes. Les droits de celles et ceux que le système jette à la rue sont en permanence revus à la baisse.

Sur de nombreux fronts, des résistances maintiennent une combativité précieuse : parmi d'autres, la victoire arrachée lors des derniers procès sur les OGM, en terme de reconnaissance de l'action collective, ou celle de plus d'un million de " recalculés " de l'Unedic, rétablis dans leurs droits.

Résister c'est créer. Créer, c'est résister. Aujourd'hui, dans chaque ville, dans chaque région, il est urgent de s'unir pour une convergence des luttes riche de nos diversités.

Partons des lieux de luttes, marchons pour le respect de nos droits et pour en conquérir de nouveaux.

Nous appelons à la réalisation d'un maximum de marches régionales
Créons les comités locaux de préparation des marches

Liste provisoire des organisations signataires de l'appel :

National: AC! (Agir ensemble contre le chômage) - La Confédération paysanne - DAL (Droit au logement) - union syndicale Solidaires - NO VOX - CCIPPP (Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien) - Construire un monde solidaire - Millau - Marches Européennes - Amis de la Terre - Coordination nationale des Sans papiers - association des Travailleurs Maghrébins de France - Droits-Devants - MINCP (mouvement national des chômeurs et précaires) - Marches mondiales des femmes - CDSL (comité de défense des sans logis)...

Dans les régions : comités ATTACs Montpellier, Calais Artois, Lens la Gohelle - AC ! Calais, Lille - DAL Calais, Lille - Comité Salam «Csur»Calais (Soutien aux réfugiés) - Le collectif CROAC de Montpellier - Le collectif «halte à la précarisation de Millau» - Coordination des Intermittents et précaires d'Ile de France - Rezo-antiK Nancy - Collectif de la rue qui gouverne - Fédération des CIRC - Coordination régionale Antivideosurveillance d'Ile de France - CNT Béthune ...

Ils, elles sont partis de :

de Bordeaux ...

**Soyons réalistes
demandons l'impossible**

De quelque point de vue que l'on se place la situation sociale s'aggrave depuis 20 ans. Les salariés ont perdu, pour la majorité, la stabilité relative qu'offraient les CDI. Les salaires d'embauche décollent rarement du smic même pour des emplois qualifiés. Après, viennent les salariés précaires et à temps partiel qui, eux, passent déjà souvent sous la barre du smic, avec des horaires de plus en plus élastiques. Puis, dès la perte d'emploi, la misère se rapproche avec des allocations chômage qui se dégradent fortement, régulièrement tous les 10 dix ans. Ensuite vient le rmi pour ceux qui y ont droit et la charité publique pour les autres.

Cette vue en tranche de notre société montre partout des droits en régression, des conditions de vie plus dures. Cela se ressent dans tous les compartiments de la vie, partout la violence engendrée par cette dureté s'insinue, de l'école au terrain de sport... dans les rues et les campagnes... sur les écrans et dans nos têtes...

Lancée par Tatcher et Reagan la politique néo-libérale est maintenant bien installée ici. Pendant un temps l'épouvantail rouge à l'Est avait, par la peur qu'il engendrait, permis à des syndicats - alors forts - d'imposer des droits nouveaux. Les organisations patronales, qui faisaient le gros dos à l'époque,

ont commencé à reprendre ces droits que certains disent acquis. On nous a expliqué, il y a longtemps, qu'il fallait se battre pour gagner des emplois, de l'argent, des marchés et tout ce qu'on voulait. Aujourd'hui la leçon est retenue et cette violence apprise rejaillit aujourd'hui partout dans la société et sur la planète. Tous nos gouvernements suivent ce mouvement général depuis longtemps en proposant des modifications à la marge. Ils détruisent des droits au nom de la sacro-sainte compétitivité mais il semble illusoire de vouloir produire moins cher que la Chine ou la Turquie.

Le monde est fou

Les lobbies agro-industriels tirent les ficelles des marionnettes parlementaires et gouvernementales. Les populations assistent, impuissantes, au réchauffement de la planète avec les désastres climatiques qui l'accompagnent, et à la pollution rampante des nappes phréatiques et de l'air.

En France, les paysans traditionnels sont allocataires du RMI tandis que les agriculteurs pollueurs croulent sous les subventions. 3 SDF sur 10 ont un travail salarié. Il y a 4 millions de chômeurs inscrits, toutes catégories confondues, soit 15 % de la population active. Si on ajoutait les non inscrits ou radiés, RMIstes, et non indemnisés (fins de droits, sans droits, jeunes...), combien atteindrait-on ? 20 % ? 25% ? Pétrifiées par la peur du chômage, la peur de la pauvreté, de la clochardisation, assommées de stupeur, en état de choc, les victimes courbent la tête et se réfugient dans la débrouille indi-

viduelle. La télé réalité, qui glorifie l'individualisme, la compétition, les alliances intéressées, les magouilles et le "chacun pour soi et tous contre tous", de même que l'idéologie assemblée par les institutions telles l'ANPE, leur inculque les dures lois du marché, les oblige à les considérer comme naturelles.

Les milieux populaires cherchent des boucs émissaires. La classe dirigeante, les démagogues, lui en désignent complaisamment. Les chômeurs en font partie. Il faut "sanctionner les fraudeurs et les profiteurs", déclarait François Fillon, alors ministre des Affaires Sociales, pour justifier la création du RMA. Dans sa loi, Jean-Louis Borloo veut punir les chômeurs qui ne recherchent pas un emploi de manière " assidue ". C'est Michel Charasse (PS.) qui a, en 1991, lancé la 1ère campagne contre les " faux chômeurs ". 13 ans de propagande anti-chômeurs ont fait leur œuvre : 56 % des Français estiment que la pauvreté provient du refus de certaines personnes de travailler. Parmi eux, il y a pas mal de chômeurs. Parmi les recalculés de l'Assédic et de l'ASS, en a-t-on entendu des : «Ce qu'ils ME font est injuste, moi je cherche REELLEMENT du boulot!»

Ces dernières années la détérioration s'est accélérée et si nous laissons les choses continuer sur cette pente, l'heure est proche où le travail sera imposé à certains et quelques croûtons de pain seront jetés aux autres, une police musclée assurant la tranquillité des nantis.

C'est pourquoi il faut dès maintenant

lancer une initiative majeure pour inventer ensemble de nouvelles solutions et rassembler assez de monde pour les imposer.

En finir avec l'imaginaire de l'urgence se réappropriant notre temps.

Nos ennemis ne sont ni d'ici ou d'ailleurs, ni à l'Est ni à l'Ouest, ils sont ceux qui se disent les garants de notre démocratie. Il faut les obliger à nous voir, nous entendre, nous écouter, il faut les obliger à démissionner et proposer de nouvelles donnes pour une civilisation humaine. Les avancées sociales n'ont jamais été gagnées dans les cabinets mais dans la rue, par la rue.

Le changement viendra par la rue, comme il est venu depuis 10 ans dans toute l'Europe de l'Est.

Tout est possible, celui qui se bat peut perdre mais celui qui ne se bat pas est sûr de perdre.

Pour vivre et non survivre, il est temps de reprendre l'initiative !

☛ **Indemnisation de toutes les formes de chômage et de précarité**

☛ **Revenu individuel au minimum égale au SMIC mensuel**

☛ **Sports gratuits**

☛ **Abrogation de la LSP** présence des chômeurs et précaires là où se décide leur sort !

Rédigé par des militants des collectifs de Montluçon, Limoge et Bordeaux.

Pour AC! Bxcub Le bureau

2

Initiatives régionales

de Montluçon

Les Chemineux de la Colère.

Nous avons appelé notre marche "Les Chemineux de la colère", en souvenir des chemineux qui, il y a bien longtemps, allaient de villes en villes pour proposer leurs marchandises, mais aussi pour faire circuler les informations. En effet ces marches sont conçues pour rencontrer le plus possible de gens, les étapes sont courtes pour permettre les arrêts et les discussions avec la population. Tous seront invités à nous accompagner un bout de chemin (1,2 ... ou 1/2 étape). Tout au long de notre marche, nous espérons pouvoir être les relais entre les différentes revendications des personnes rencontrées, nous voulons en faire une liste (livre des chemineux) et les apporter à Paris pour l'Euromayday (le 1 Mai) à Paris.

L'itinéraire que nous avons prévu passe par : Montluçon, Saint Amand Montrond, Bourges, Gien, Montargis, Fontainebleau, Melun, Créteil

ACI CUM 127 Avenue Kennedy 03100 Montluçon (04 70 05 79 78 les Mercredi et Vendredi après-midis) ou ac.cum@free.fr Sylvie 05 55 52 73 95 ou 06 70 80 91 59 ou sylvie.cercier@free.fr <mailto:sylvie.cercier@free.fr>

Dans la somme

A l'initiative du DAL (Droit Au Logement), de l'UDC (Union pour la Dignité des citoyens), d'Emmaüs80 et de l'Union syndicale Solidaires de la Somme, des hommes et des femmes vont traverser le département de la Somme en marchant, afin de sensibiliser les gens de la manière dont ils vivent (chômage, mal-logé, ...) et les craintes qu'ils ont pour leur avenir et les générations futures.

C'est de Roisel, dans le Vermandois, que les adhérents de l'UDC vont partir le 28 avril en direction d'Amiens. Les marcheurs seront en possession de plusieurs Curriculum Vitae qu'ils pourront présenter à des " entrepreneurs " qu'ils pourront rencontrer, sur leur parcours, notamment à la sucrerie de Saint Emilie et à l'usine de l'Aérospatiale de Méaulte. Car c'est un emploi stable et suffisamment rémunéré dont ils ont besoin pour pouvoir vivre dignement.

Des entretiens avec les représentants de l'état sont également prévus comme à Péronne ou à Albert. A chaque passage dans une ville, un village, un bourg, une discussion pourra se faire entre les marcheurs et les habitants, des tracts seront distribués. A la fin du premier soir, à Albert, une soirée festive sera organisée, grâce à Emmaüs 80 qui prêtera ses locaux. Tous les Albertins sont conviés à venir manger, participer à des débats et écouter les musiciens.

Le lendemain la marche continue vers Amiens avec les compagnons d'Emmaüs d'Albert, direction Amiens en passant par une autre entreprise de textiles, en difficulté, dont le chef d'entreprise n'est autre que Guillaume Sarkozy. Ils iront à la rencontre des compagnons d'Emmaüs de Camon. Les compagnons Emmaüs et les adhérents de l'UDC ont un même point commun obtenir un travail et un logement pour chaque citoyen.

A Amiens, pendant le Forum Social Local, le Collectif des sans papiers, le DAL et l'Union Syndicale Solidaires de la Somme vont tenter de créer des marches inter quartier.

Nous marcherons d'Etouvie vers Amiens nord ou de Victorine Autier vers St Anne. Ce sera la possibilité peut-être de rencontrer les responsables de l'OPAC et de leurs rappeler la pénurie de logements sociaux. Nous pourrions également rencontrer les services sociaux d'EDF-GDF, pour leur demander plus de " souplesse " concernant le remboursement des dettes et que les coupures ne soient pas systématiques.

Ce sera la possibilité de demander une nouvelle fois la régularisation de tous les sans papiers, pou des hommes et des femmes qui ont demandé l'asile dans notre beau pays car fuyant la mort qu'ils encourent s'ils retournaient chez eux.

A tous ces endroits, les différents syndicats de l'union syndicale Solidaires de la Somme seront au côté de ces associations, ils seront là également présent pour communiquer sur la casse des services publics : l'école, la SNCF, ...mais aussi les difficultés dans les entreprises de la zone industrielle tels Dunlop ou Good Year. Toutes ces marches se réuniront le samedi 30 avril, à la soirée festive du FSL à la briqueterie et défilèrent le 01 mai en tête de cortège sous la bannière de ce même FSL.

Du 29 avril au 01 mai, marchons pour lutter contre la précarité de nos vies.

Francois.Girodon@wanadoo.fr
06 81 33 85 18
pour l'UDC: 06 24 43 40 79
Daniel.Bonifacio@wanadoo.fr
pour le DAL: Noël: 06 68 48 34 74

Echos de la Marche du Nord/ Pas de Calais

C'est ensemble que nous agissons avec les diverses organisations qui composent le mouvement social en Nord/Pas de Calais. Depuis quelques années, les occasions se multiplient. Nous devons faire face à de plus en plus de difficultés pour les habitants et leurs familles: fermetures d'usines, délocalisations, difficultés à rester paysan (ou à le devenir), les conséquences sont lourdes : un taux de chômage de 13% dans la région et un nombre records de Rmistes, coupures d'électricité dans les logements, expulsions, indémités chômage suspendues, surendettements... La réponse à la politique Nord/Sud nous revient en boomerang : Sans papiers, Réfugiés sur Calais en particulier, ...

Notre vie précarisée c'est aussi les pollutions : amiante (à dunkerque notamment) ; le plomb (avec Métaleurope) ; le Nucléaire (avec Graveline) ; ... Nous agissons et cela nous amène devant les tribunaux, c'est collectivement que nous faisons face à la répression des puissances économiques: EDF Nucléaire, Auchan, Nestlé, hôpital de Berck ou Maubeuge, imprimerie Desprez, Advanta (OGM), etc... Bientôt un livre retracera ces expériences (finalement positives en terme de liens solides entre nous et prometteuses pour les luttes à venir, mais aussi en terme de prise de conscience parce qu'on les a démasqué au yeux de tous, et qu'ils ont reculé)...

La Marche du Nord Pas de Calais va nous permettre de montrer nos convergences, d'agir ensemble à nouveau, d'aller vers les habitants, de prendre le temps de faire passer notre message d'urgence, appelant à une nécessaire solidarité entre habitants. Il va falloir oser dire non à cette poignée de décideurs et pour les gens du Nord, comme ailleurs, le référendum sera l'occasion de refuser une Europe libérale.

Des actions longues et tenaces sont portées par les précaires : Les Sans papiers sur Lille (qui manifestent tous les mercredi depuis plus de 10 ans) ; les militants à Calais (qui donnent des repas tous les jours aux réfugiés depuis la fermeture de Sangatte) ; les combats de tra-

vailleurs des villes et des campagnes contre les multinationales qui délocalisent (Métaleurope/Glencore...).

Dans ces combats, on utilise les occupations d'usines mais aussi les procédures juridiques (en témoigne le dernier procès gagné à Douai qui condamne Glencore. Mais les actions, c'est aussi la lutte des infirmières contre une direction d'hôpital (Berck) ou de petits paysans pour l'accès à la terre (avec l'obtention d'un bail au tribunal après 5 ans de bagarre). De même, AC ! et le DAL ont obtenu sur Lille et dans plusieurs villes de la région des branchements gaz et électricité pour des familles (les actions sont menées avec les militants CGT EDF " Robins des Bois "), suite à cette détermination, les communes osent prendre des arrêtés anti-coupures pourtant attaqués par les préfets. L'action des chômeurs a permis aux " recalculés " des AS-SEDIC de retrouver leurs droits. Un travail et un revenu décent pour vivre dignement sont des droits fondamentaux. Nos actions font bouger les élus et de plus en plus nous soutiennent. Elles permettent d'obtenir gain de cause là où parfois plus personne n'y croit, nos actes donnent de l'espoir.

Nos luttes se renforcent mutuellement, les actions pour l'accès au transport gratuit des précaires et les actions des faucheurs de betteraves OGM (pour défendre un environnement naturel sain mais aussi un environnement économique débarrassé des multinationales brevetées du vivant qui appartient à l'humanité), sont de la même veine, celle d'un réseau qui construit un monde plus solidaire.

Pendant 15 jours du 16 avril au 1er mai, c'est sur ces lieux de luttes que les marcheurs iront apporter : soutien à l'action, visibilité, débat, fête, ...

Ils seront les traits d'union de nos luttes.

Samedi 16 avril :

Accueil des marcheurs et Débat autour du film Germinal 2003- paradis fiscaux avec ATTAC et Cœur de fondeur (Métaleurope).

Dimanche 17 avril :

Journée internationale des luttes paysannes Rendez-vous à Morchies (entre Arras et Bapaume et Cambrai) avec la Confédération Paysanne . Convergence de nos actions avec AC! Cambrai AC ! Arras et Solidaires et tous le collectif contre la répression syndicale.

Lundi 18 avril :

à St Pol sur Ternoise Assoc ATTAC et Etape pour un accueil autour des menaces sur l'usine Herta St Pol (groupe Nestlé) lien avec la lutte des paysans face au groupe Nestlé.

Mardi 19 avril :

arrivée sur Berck action de soutien avec les infirmières de l'hôpital (sud santé)

Mercredi 20 avril :

Avec AC !Dunkerque et ATTAC. Action de soutien au collectif des veuves de l'amiante Dunkerque et action sur Dunkerque dans la journée.

Jeudi 21 avril :

action avec les militants soutien aux réfugiés ; ATTAC et AC ! Calais Fête de soutien au collectif CSûr.

vendredi 22 avril :

Le matin action de soutien sur la cris-

tallerie d'Arques menacée de délocalisation en Chine. Arrivée sur Béthune dans l'après midi.

samedi 23 avril et Dimanche 24 avril : participation avec le MNCP en AG nationale à Courcelles les Lens à une action le matin. Accueil sur Liévin siège régional d'AC !

lundi 25 avril :

arrivée à Tourcoing accueil par le collectif pour la dignité (avec les actions anti-coupures EDF, ...)

Mardi 26 avril :

sur Marcq action avec AC ! d'autres. Débat sur la constitution

Mercredi 27 avril

Gratuite des transports pour les précaires 18 H 00 : participation à la manif des sans papiers.

Jeudi 28 avril et Vendredi 29 avril :

actions avec le DAL " anti expulsion " et marches avec AC ! de Tourcoing à Marcq au siège du Medef - expo paysanne à la MNE.

Samedi 30 avril :

matin proposition d'une action étiquetage OGM Après midi et soirée sur Houdain.

1er mai :

manif sur Lille au matin. Et à Arras après midi à la fête du livre



Calendrier Ile-de-France

Dimanche 17 avril ouverture

Banquet organisé par Souriez vous êtes filmés
la Confédération Paysanne Contre les OGM et en solidarité avec les sans terre

Mardi 19 avril :

Lancement de l'EuroMayDay

Samedi 23 avril

Contre la répression syndicale et pour des droits nouveaux Actions puis meeting

Dimanche 24 avril

Action de réquisition DAL

Mardi 26 avril :

Accueil des marcheurs (14h) à une porte de Paris (les Lilas plutôt que Place d'Ilalie) puis marches dans un quartier populaires et 18h accueil officiel Ronde de la Vilette M° Jaures

Vendredi 29 avril :

Action contre la criminalisation des pauvres et pour la gratuité des transports

Dimanche 1er mai

Action le matin

14h République manifestation syndicale

17h M° Pigale Parade active et festive EuroMayDay Paris 2005

Le soir Concert place de la République

SERVICES PUBLICS/DROIT DU TRAVAIL

Le gouvernement aux ordres du MEDEF

Contre-réforme des retraites, de la sécurité sociale, privatisation des services publics, licenciements facilités, salaires bloqués, code du travail allégé, droit des chômeurs attaqués, nous avons toutes les raisons de vouloir faire bouffer la poussière au gouvernement Raffarin, serviteur zélé du patronat.

Les attaques contre les services publics, initiées, avec l'appui des gouvernements, par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dans le cadre de l'Accord Général sur le commerce des services et inscrites dans la Constitution européenne soumise à référendum le 29 mai prochain, visent à étendre la loi du marché à l'ensemble des activités humaines.

Les gouvernements par leurs choix budgétaires, privent les services publics des moyens financiers, humains et matériels nécessaires à leur développement.

Ainsi, ils détruisent, pour le plus grand nombre, le droit d'accès aux droits fondamentaux comme le droit à la santé, à l'éducation, aux transports, à la

culture, à la communication... Ils les filialisent, les privatisent et les livrent aux capitaux privés.

Le rouleau compresseur continue sur les 35H, les licenciements.

Accédant aux exigences du MEDEF, le gouvernement a de fait remis en cause les 35H en augmentant le contingent légal des heures supplémentaires dans un contexte de rapport défavorable aux salarié(e)s, et en permettant de surcroît, le rachat, par les employeurs, des jours de repos de leurs salarié(e)s.

Si la loi Aubry, permettait déjà la modulation et l'annualisation, la Loi Fillon aggrave les dispositions les plus néfastes de la loi Aubry.

En effet, dans un contexte de flexibilité accrue, et de modération, voire de gel, des salaires, il s'agit bel et bien de nous faire travailler plus tout en gagnant moins.

Avec un taux de chômage de 10%, on a raison de dire que " dedans c'est la galère, dehors c'est la misère ".

La loi Borloo organise la fracture sociale en organisant le démantèlement

de l'ANPE, et en ouvrant la chasse aux chômeurs, et comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement a assoupli les procédures de licenciement.

Le seuil de déclenchement d'un plan de licenciements est toujours chiffré à au moins dix salariés dans une période de trente jours, mais ne seront plus pris en compte les salarié(e)s ayant accepté une modification de leur contrat de travail, qui n'en doutons pas, sera revu à la baisse. Outre, le chantage et les pressions individuels sur les salariés, et les marges de manœuvre ainsi offertes aux employeurs, ces salariés seront privés de toutes les éventuelles mesures sociales négociées collectivement.

Les entreprises sont non seulement exonérées des cotisations patronales, mais aussi de leur unique et entière responsabilité dans ce désastre social.

Ce qui est en cause c'est la recherche sans limites de taux de profits toujours



plus élevés au détriment de l'emploi et des conditions de travail.

Nous sommes condamnés à reconstruire des mobilisations à la hauteur de ces attaques, c'est à cette condition que nous pourrions faire reculer le libéralisme dont la devise est moins d'Etat social et plus d'Etat pénal.

Union syndicale Solidaires
93 bis rue de Montreuil
75011 Paris
www.solidaires.org

Agriculture

Dans les coulisses : la précarisation et l'élimination des paysans

Derrière une minorité d'exploitants agricoles industriels, ne représentant guère plus que 20 % des actifs, et tirant leur épingle du jeu, il y a la grande majorité des paysans que le système productiviste guide vers la porte de sortie.

De moins en moins nombreux et mal rémunérés, les paysans se découragent :

■ Les chiffres parlent d'eux même :
■ L'agriculture perd en France 35000 actifs par an.

■ 40 % des paysans n'atteignent pas un revenu équivalent au SMIC et parmi eux 7000 paysans reçoivent le RMI.

■ Le revenu moyen du paysan a baissé de 3,5 % en 2004

Les suicides sont parmi les plus importants dans notre profession et les dépresses et départ précoces sont une réalité courante.

Mis sous la dépendance de l'agro industrie :

L'agriculture est sous la domination des trusts agro chimiques. Après plusieurs décennies d'utilisation des pesticides, les paysans constatent amèrement qu'ils sont les premiers à contracter des maladies qu'il va falloir requalifier de professionnelles. Par

ailleurs le combat n'est pas facile pour les apiculteurs qui voient leurs abeilles décimées ou pour les paysans qui résistent à ces pratiques polluantes.

Les multinationales ont le monopole sur les semences, les produits phytosanitaires (pesticides), la transformation de nos produits. A travers les OGM, elles ont la main mise sur le vivant en déposant brevets et licences. En imposant la culture d'OGM, la contamination par les gènes manipulés est en œuvre afin d'écraser toutes les pratiques alternatives et ancestrales des paysans favorisant le maintien de variétés locales, de biodiversité si nécessaires à la survie de l'humanité.

La précarisation et l'élimination des paysans sont organisées :

Sortir du système, ce n'est pas si simple, quand les producteurs de lait biologique qui s'étaient organisés en groupement de producteurs, commencent à réclamer une juste rémunération, des firmes laitières comme Lactalis (lait Lactel) n'hésitent pas à importer du lait bio pour casser les prix à la production. Le prix du lait bio payé au producteur est quasi au même niveau que le prix du lait conventionnel et ce depuis 2 ans ! Pourtant dans les grandes surfaces la différence est

de taille !

100000 petites fermes (en dessous de la moitié de la surface minimum d'installation, soit entre 8 et 20 Ha selon les régions) sont contraintes de payer une cotisation de solidarité sans accès à la couverture sociale des paysans !

L'état allié aux gros agriculteurs fait barrage à toutes les tentatives de résistance à la restructuration agricole. Les firmes agroalimentaires et de la grande distribution ont un objectif principal : améliorer le bénéfice des actionnaires. Pour l'atteindre, elles doivent constamment faire pression sur le coût salarial et le prix des matières premières agricoles dans notre cas. Les économies ainsi faites ne devant si possible pas être répercutées aux consommateurs. La courbe des prix agricoles à la baisse est à comparer avec la courbe à la hausse des prix des produits alimentaires.

Ainsi pour obtenir cette baisse des prix agricoles, les lobbies agro industriels doivent s'activer à différents niveaux d'élaboration des politiques agricoles : à l'OMC, à la commission Européenne et au ministère. S'il le faut ils n'hésitent pas à faire nommer l'un de leurs comme rédacteurs des réformes ou

lois. On ne compte plus les commissaires européens à l'agriculture ou négociateurs OMC, ministres qui sont aussi actionnaires de firmes (Dunkel directeur OMC et à Nestlé,... Depuis l'entrée en 1994, de l'agriculture dans la logique libérale de l'OMC, les actions et les dividendes Nestlé ont été multipliés par 3,...

Ne pas baisser les bras et agir

Bien sûr, cette dictature des multinationales n'existe pas qu'en agriculture, c'est pour cela qu'il faut agir autant que l'on peut " tous ensemble ". La Confédération Paysanne mène des actions pour s'opposer à ces décideurs politiques et économiques. Elle met en place dans les campagnes des alternatives pour permettre l'accès à la terre et au statut de paysan pour un maximum. La Confédération Paysanne porte le projet d'une agriculture paysanne solidaire non seulement en son sein mais avec l'ensemble de la société et des habitants de la planète.

Hubert CARON, secrétaire général de la Confédération Paysanne
81 avenue de la République
93170 Bagnole
www.confederationpaysanne.org

OGM, changements climatiques, amiante, crise énergétique... les problèmes environnementaux contribuent beaucoup à la précarisation des êtres humains qui sont déjà les plus vulnérables. Partout dans le monde, certains usent et abusent des biens naturels et d'autres doivent vivre avec les déchets divers générés par ce consumérisme effréné. Les ordinateurs sont utilisés par les classes moyennes du monde entier mais ce sont les pauvres de Chine et d'ailleurs qui les démantèlent.

Nous ne nous rendons pas assez compte qu'avec l'environnement, c'est la sécurité la plus élémentaire qui est menacée. Alors que les "libéraux" chantent les louanges du marché, ils feraient bien de relire les mots de John Locke, que l'on tient habituellement pour fondateur de la propriété privée et de la société de marché. Locke affirme en effet que la seule propriété est la propriété du travail, qui est la peine du travailleur, tandis que la terre appartient en commun à tous les hommes: " la même loi de nature qui nous donne la

propriété de cette manière [c'est-à-dire par le travail] lui impose des limites. Dieu a donné toutes choses en abondance. [...] Tout ce qu'un homme peut utiliser de manière à en retirer quelque avantage quelconque pour son existence sans gaspiller, voilà ce que son travail peut marquer du sceau de la propriété. Tout ce qui va au-delà excède sa part et appartient à d'autres " (J. Locke, Traité du gouvernement civil, Chapitre V).

Que les droits fondamentaux s'acquiert par un peu de travail, soit. Mais dans ce cas il est fondamental que tout le monde puisse trouver un travail digne en échange d'un revenu tel qu'il puisse s'alimenter en produits de l'agriculture biologique, posséder un logement bioclimatique en moins de 20 ans de crédit ou d'économies, avoir du temps pour s'instruire et participer aux débats publics etc.

Si le monde continue d'être dévoré au rythme actuel par une minorité de consommateurs qui ne semblent vouloir rendre de compte à personne, cela dégénère-

ra en conflits meurtriers avec celles et ceux qui, désespérés de voir leur monde être ingéré de la sorte, voudront mettre fin à cette menace qui pèse chaque jour un peu plus sur leurs existences. Quand on affirme qu'il faudrait " 3 à 4 planètes " pour vivre comme un Français (source : WWF), on affirme implicitement que les pauvres doivent rester pauvres pour que les riches puissent continuer d'être riches sans voir le monde transformé en désert hostile.

Il est urgent de lutter contre ce consumérisme mortifère et destructeur. Une alimentation saine, un habitat non toxique, la possibilité d'un mode de vie consommant peu d'énergie etc. sont les exigences les plus basiques de la dignité humaine car ils correspondent au droit à la vie, sans laquelle il n'y a pas d'autre droit. C'est à ce titre que les Amis de la Terre et tant d'autres associations mènent leur combat humaniste et solidaire, et demandent à toutes et à tous de les rejoindre.

Par Fabrice Flipo Les Amis de la Terre



La pauvreté a un sexe

La pauvreté n'est pas une fatalité, pas plus que son caractère sexué - les

femmes représentent 70% des personnes les plus démunies dans le monde. Les effets du processus actuel de mondialisation économique sont de plus en plus dénoncés mais on ne parle toujours pas des femmes. Pourtant, les politiques macro-économiques menées au niveau planétaire touchent différemment les hommes et les femmes. **Les femmes possèdent environ 1% des terres dans le monde**

Jusqu'à présent, six pays seulement réunissent les caractéristiques suivantes : égalité à peu près complète entre les sexes dans la scolarisation secondaire, occupation par les femmes de 30 % au moins des sièges de parlement ou législature, exercice par les femmes de près de 50 % des emplois rétribués dans les activités autres qu'agricoles .

■ Seulement 24 femmes ont été élues chef d'État ou de gouvernement depuis bientôt cent ans, et 10.5 % du total des sièges parlementaires dans le monde sont occupés par les femmes;

■ Environ 80 % des 27 millions de réfugiés recensés sur la planète sont des femmes ;

■ Les deux tiers environ des 300 millions d'enfants n'ayant pas accès à l'éducation sont des filles.

o Sur près d'un milliard d'analphabètes dans le monde, il y a deux tiers de femmes ;

■ Plus de 200 000 femmes meurent chaque année des suites d'avortements clandestins ;

■ Les femmes produisent 80 % de la nourriture consommée dans les parties les plus pauvres du monde, en quelques endroits 95 % ;

■ Officiellement 110 millions de filles entre 5 et 14 ans travaillent dans le monde et ce nombre ne tient pas compte du travail domestique.

L'état de la répartition des richesses dans le monde

Le président de Nike possède 4.5 milliards de dollars US à son actif, dont un salaire annuel de 1 million de dollars. Une ouvrière indonésienne, qui travaille pour Nike dans une des entreprises de sous-traitance dispersées à travers le monde (75,000 ouvrières et ouvriers au total, dont 70 % de femmes entre 17 et 21 ans), gagne l'équivalent de 360 dollars US par année. Elle devrait donc travailler 15 siècles pour avoir le salaire annuel du président....!

■ Une poignée d'individus détient une richesse comparable au PNB (Produit national brut) de 56 % de la population mondiale ;

■ Sur une économie mondiale de 30 000 milliards de dollars, 24 000 milliards sont générés dans les pays développés. Traduit en pourcentage, cela veut dire que 20 % du monde contrôle le 80 % des richesses ;

■ La population mondiale atteint près de 6 milliards de personnes. Selon la BM, 1.5 milliards de personnes vivaient avec moins de 1 \$ US par jour à la fin de l'année 1999 et autour de 3 milliards de personnes, avec moins de 2 \$ US par jour ;

■ 70 % des 4.5 milliards de personnes qui vivent avec moins de 2 \$ US par jour sont des femmes et des enfants.

■ Les filles et les femmes possèdent moins de 1 % des richesses de la planète ; elles fournissent 70 % des heures travaillées et ne reçoivent que 10% des revenus.

Le Travail des femmes dans les zones franches

Il existe 850 zones franches d'exportation dans le monde. On y trouve de nombreuses usines d'assemblage dans lesquelles on évalue à 27 millions le nombre de travailleurs et de travailleuses. Ces zones de production se caractérisent par un nombre élevé de jeunes femmes (90 % des travailleur-se-s), par des salaires très bas et des journées très longues (entre 12 à 14

heures), par l'absence totale de services sociaux, par le type de travail très pénible et très dangereux qui y est effectué, en somme, elles se caractérisent par le non-respect des normes minimales de travail et l'absence des droits syndicaux .

Après 5 ans de travail dans une usine thaïlandaise, du fait des dommages sanitaires qu'elle subit, une femme n'est plus considérée comme " utilisable de manière rentable " .

Le temps partiel imposé

Le développement du travail à temps partiel dans les pays du Nord peut être comparé à l'essor du travail informel dans les pays du Sud, les femmes y sont aussi surreprésentées. Dans les deux cas, il s'agit notamment en ce qui concerne les emplois hors secteur public et particulièrement dans le commerce et les services de travaux très souvent instables, mal rémunérés, avec une possibilité presque nulle de promotion et de carrière, et liés à des droits sociaux souvent limités ou inexistantes. En effet, dans la lutte contre le chômage de masse, les pays industrialisés semblent avoir recours fondamentalement au "partage du travail" par le biais du temps partiel des femmes, qui sont particulièrement sollicitées pour résoudre la crise de l'emploi.

Du travail non reconnu, non rémunéré, non comptabilisé

Près de 70 % du travail accompli sur cette planète est un travail non rémunéré : effectué par les femmes, il concerne l'approvisionnement, l'éducation et les relations sociales, le foyer, le jardinage, les travaux des champs. Seul un tiers du travail accompli dans le monde entier par des femmes est payé.

Elles effectuent les deux autres tiers bénévolement, sans que les statistiques économiques en tiennent compte. Chez les hommes, le rapport est exactement inversé.

La valeur estimée du travail non ré-

munéré est de 11 milliards de dollars, près de la moitié de la production mondiale annuelle totale.

Selon l'Organisation Internationale du Travail, les femmes des pays dits en voie de développement consacrent entre 31 et 42 heures par semaine au travail non rémunéré, tandis que les hommes ne lui consacrent qu'entre 5 et 15 heures.

Dès l'âge de 5 ans, dans les pays dits en voie de développement, les filles travaillent entre 4 et 16 heures par jour aux tâches domestiques.

Le travail reconnu des femmes est sous-rémunéré

L'inégalité des rémunérations est souvent plus enracinée dans les pays industrialisés. Par exemple, au Kenya, les salaires moyens des femmes dans le secteur non agricole représentent 84 % de ceux des hommes, tandis qu'au Japon la rémunération des femmes ne représente que 51 % de celle des hommes.

Dans le monde, les femmes gagnent, en moyenne, à peine plus de 50 % de ce que gagnent les hommes

Nous exigeons :

← la suppression du temps partiel non-volontaire et imposé dans le cadre d'une flexibilité sauvage ;

← Des mesures modifiant les schémas de répartition traditionnelle des tâches et abolissant la division du marché du travail en professions féminines et professions masculines (ségrégation horizontale), pour permettre aux femmes d'accéder à un choix élargi de métiers et professions assurant une meilleure qualité de vie ;

← A travail de valeur égale, salaire égal ;

← Le partage équitable des tâches rémunérées et non rémunérées ;

marche mondiale des femmes
www.marchemondiale.org

Précarisation de nos vies, de nos droits, externalisation et politiques migratoires de l'Europe

Lorsque nous analysons la disparition du droit d'asile, du droit d'installation, et du droit du travail nous voyons que la dictature des marchés régit là encore ces politiques.

La disparition du droit d'asile résume toute la politique actuelle de l'emploi par "l'externalisation".

L'Europe ainsi va "faire son marché" suivant les besoins du moment de main d'œuvre.

Ce n'est pas une Europe forteresse, mais une Europe qui "filtre" selon ses besoins d'emploi : la liberté de circulation et surtout d'installation sont réduites à néant. Les "quotas" permettent le retour au 19em siècle, où l'employeur détenait le "livret ouvrier".

Fait plus grave ; la Commission EU. envisage de demander que l'employeur soit titulaire ou co-titulaire du titre de séjour ! (Confère déjà l'Espagne et l'Italie). Un "éclairage" démocratique et "fort" de notre part s'impose.

Le concept des "tricheurs", des "demandes infondées", amène à la création absurde par le HCR à la définition de "pays sûrs". Il serait habilité à définir un pays "sûr" ! Les 15 "s'harmonisent", et sur la demande T. Blair le concept "d'externalisation" est entériné. Le droit d'asile disparaît avec le concept de " fraudeurs, tricheurs " et création absurde par le H.C.R. de définition de " pays sûrs " !

Donc l'Europe "filtre" par l'installation de camps pour cette main d'œuvre "non plus subie" mais choisie, comme le préconise le MEDEF, et plus largement les multinationales par l'intermédiaire de la Commission EU.

Sarkozy voyage beaucoup tant en Afrique qu'au Maghreb, pour signer des accords de réadmission des migrants "non choisis", ou encore ; marchandage : armes : contre rétention des migrants avec Kadhafi.

Accord de réadmission "obligatoire", avec chantage à la clef de clause cadre pour l'Afrique, Caraïbe, Pacifique (accords de Cotonou 2000). Verrouillage des visas, contrôles des départs et arrivées.

La Commission Européenne intervient pour faire pression sur les pays de l'Est candidats à leur entrée dans l'U.E., afin qu'ils soient le filtre de cette immigration "choisie", et des "quotas".

La commission Européenne depuis le Traité D'Amsterdam de 97, est à l'initiative de ces propositions et directives envers les états membres.

Les commissaires européens dictent les règles de l'emploi, de la casse et démantèlement du droit du travail.

Depuis plusieurs décennies, les sans papiers ont été le véritable bassin d'expérimentation de cette politique qui est mise en place. Plus d'installation, seul l'emploi temporaire, flexible, sans droits sociaux est toléré.

Il est intéressant de voir comment le HCR est lui aussi, tout comme nos vies, soumis aux lois du marché.

Le HCR a pour mission théorique d'assurer la protection pour les réfugiés.

Au motif "d'une crise du système d'asile" (fraudeurs, réfugiés économiques, passeurs...) ; La Commission Européenne en mars 2003, demande aux pays tiers de traiter les demandes des réfugiés à "proximité" du pays d'origine! C'est la mise en place par le capitalisme de la politique de l'emploi flexible dans l'externalisation.

La Commission ose parler ici "de partenariat avec ces pays tiers qu'il faut responsabiliser".

Excellente collaboration pour cette "harmonisation" des 15 de leurs polices, fichiers, Parquets etc.

Le Conseil de l'UE fournit un rapport détaillé pour la mise en place de cette politique de "filtre", d'installation de migration choisie EN LIAISON AVEC LE HCR.

Le HCR donne son aval, et confère ainsi une légitimité à cette illégitimité de la disparition des accords de Genève SON HAUT COMMISSAIRE R.LUBBERS, collabore très efficacement avec les États membres de la COMMISSION EUROPÉENNE : La boucle est bouclée, le HCR "HARMONISE" : répartit le "fardeau"!

Le HCR n'assure pas protection et accueil, mais fait office d'expert, pour inciter les exilés à rester dans leur pays d'origine ou pays frontaliers. (Par ex. avec l'Irak, le Kurdistan, l'Afghanistan, l'Iran).

Comme le dit le Haut Commissaire LUBBERS : il faut partager les "responsabilités" : stopper les immigrants le plus près de leur pays d'origine.

Il faut les "persuader" de rester dans le premier pays qui les accueillera. (Les accords de Dublin prévoient qu'ils ne peuvent demander l'asile que dans le premier pays d'accueil, le SYS (informatisation du fichier des empreintes) étant très "dissuasif".

Le HCR a donc collaboré fort efficacement à ce qu'ils osent appeler* "Convention plus" en septembre 02... **le HCR osant dire qu'il s'agit de renforcer la convention de Genève!**

La Commission Européenne, au nom du principe de la dictature des lois du marché, avec le HCR ont mis en place une super protection des pays européens de l'immigration, et de la disparition du droit d'asile.

Les "quotas" instaurés à la demande le patronat. (Quota terme généralement réservé au monde agricole...) Flexibilité, emploi à contrat déterminé, sous traitance, sous-emploi, démantèlement des droits du travail et des droits sociaux. Main d'œuvre vulnérable, docile, véritable "pavillon de complaisance".

Ce démantèlement est mis en place par cette même Commission sauf qu'ici le HCR a servi de tremplin pour la gestion des politiques "harmonisées".

L'immigration faisant partie "d'un service" pour les commissaires européens (cf. directives Bolkenstein)

Le HCR en mars 03 avec les 15 ministres EU. de l'Intérieur mettent en place la proposition de l'ultra libéral T.Blair "protection des réfugiés au plus près des pays d'origine" : - camps de transit externalisés-

Le HCR est donc en charge de décider du besoin ou non de protection international des ressortissants, et met en place un système commun d'étude des dossiers "externalisés" !

Le HCR prétend ainsi "alléger" l'examen des procédures d'examen d'asile.

Comme le préconise Sarkozy : traitement + rapide des dossiers, et Les 80 000 "fraudeurs" "déboutés qui ont vocation à partir", doivent partir, et partiront....

C'est ainsi que le patronat dicte ses ordres à la Commission Européenne qui l'entérine avec le HCR :

Une main d'œuvre à prix cassé, on délocalise, licenciements collectifs pour surtout préserver la bulle spéculative.

Le droit d'asile disparaît, il est traité au même titre que l'utilitarisme migratoire -

L'Europe a sous la main, à ses portes, une main d'œuvre choisie, selon le robinet que l'on aura choisi d'ouvrir..

Le HCR accepte de diriger ces projets. Il va à Calais fermer Sangatte, de concert avec le P.C. et le P.S.

Le Haut Commissaire entérine cela par la création "de centres fermés" hors des frontières de l'Europe.

Le HCR exonère l'Europe du respect élémentaire de la Convention de Genève.

Les 15, grâce à cette efficace collaboration de la Commission EU. et du HCR, et en l'absence de tout contrôle démocratique, ouvre des camps délocalisés pour les demandeurs d'asile.

Le Parlement EU vote cet "asile interne" ! - Le HCR ose entériner la création de ces centres de transit -

A nos portes nous avons cette main d'œuvre à bon marché

Le HCR, l'OMI et l'IOM obéissent à la globalisation de la politique d'externalisation de tous les travailleurs nationaux ou immigrés pour casser leur coût.

La précarisation de tous par l'instauration officialisée de cet "emploi s'inscrit la précarisation de nos vies.

Le démantèlement des droits du travail, syndicaux, sociaux, séjour, la disparition des retraites et du respect des Droits de l'Homme et normes sociales minimums. C'est la que les syndicats se doivent d'intervenir en urgence.

La Commission Européenne et le HCR sont là non pour assurer la protection des droits, mais uniquement la protection des lois du marché et les desideratas des multinationales au sein de l'Europe.

Le lien avec la politique ultra libérale en Europe des nationaux, est l'illustration de ce qu'est devenu le droit d'asile. L'Europe qui a mis en place un "réservoir d'emploi".

La Commission Européenne a donné

des directives dans ce sens et demandé au HCR de participer activement à cette politique des quotas, et donc d'installation de camps, le HCR étant le "décideur".

Le HCR est défini comme "décideur" de la politique actuelle.

Le Parlement a donc voté pour la mise en place d'un "asile interne".

C'est la mise en place sous la direction de la Commission et du HCR De l'externalisation des demandes d'asile, et de l'enfermement dans des camps à l'extérieur de l'Europe.

La politique ultra libérale de l'Europe est dictée par les besoins des marchés, à savoir nos multinationales, et nos Commissaires européens sont là pour faire respecter cette politique des marchés.

" Le marché de l'immigration"...

L'emploi des personnes faisant parti des services, il a fait l'objet d'un vote par nos parlementaires européens sous le titre pudique "de déplacement du personnel".

La Commission, et la CES (comité économique et social) et CEM (monétaire) a adopté par vote à 364 voix pour et 17 contre dans le projet Bolkenstein! Cette Directive est en lien directe avec la gestion de l'utilitarisme migratoire par la Commission EU. et le HCR :

Elle brade ; main d'œuvre à prix cassé, contrat de travail cassé, retraite supprimée, droits du travail démantelés droits sociaux et syndicaux cassés, droit d'installation et regroupement familial terminé.

L'Europe libérale : c'est la PRIVATISATION DES SERVICES : le "déplacement du personnel" en fait partie : (sociétés de sous traitance, et intérim qui instaurent "l'employable, jetable, toutes charges déduites").

L'économie française repose sur ce secteur majoritaire des services (+ ou - 60% de notre activité)

- la "mobilité du personnel" est considérée comme un service.

C'est l'instauration pour tous, nationaux et immigrés d'un véritable "pavillon de complaisance" dans l'espace européen ; casse des droits du travail et dumping social. Les sans papiers ont été le bassin pendant ces dernières décennies d'expérimentation de cette politique actuelle.

La précarité, les sous emploi, les plans Borloo Raffarin Villepin-Sarko, qui obéissent aux directives des commissaires européens et multinationales (entre autre le FSE : forum des services européens : 65% de notre activité économique, dicte cette migration utilitaire).

Nous sommes tous flexibles à souhait; des "intermittents" de l'emploi, des droits, du séjour, de l'installation.

SOLANGE ODIOT - membre du Collectif Exilé 10 - wsol@netcourrier.com

graphiques : les populations européenne, dont la France, ne cessent de vieillir, la main d'œuvre manque cruellement dans des dizaines de secteurs d'activité, il faut donc puiser comme à l'habitude dans le gisement inépuisable de muscles et de cerveaux des pays du Sud pour fortifier la croissance et les richesses des pays du Nord.

En bref, instaurer un néo esclavagisme, une émigration «kleenex» en liant la durée du séjour à la durée du contrat de travail, en prenant et jetant une main d'œuvre précaire, corvéable à merci, qui cotisera en pure perte aux caisses de retraite en faisant les tra-

voux les plus durs, pour le grand bonheur des patrons et des profiteurs de tout poil.

un des articles contenus dans les 800 pages (!) du projet de traité constitutionnel européen est en ce sens très explicite : «dans le marché intérieur où la concurrence est libre et non faussée... l'union assure la libre circulation des personnes, des services, des marchandises et des capitaux». En clair, limiter la circulation des hommes à celle de l'argent.

«on n'arrête pas le progrès» et c'est une première mondiale dans la course toujours plus effrénée au profit et au rendement,

Pour l'égalité des droits contre la répression, l'exploitation, les quotas : Régularisation des sans papiers

Depuis plusieurs semaines, des responsables politiques de différents partis, dans un accord touchant, ne cessent de proclamer, voire de vanter, l'instauration de quotas de sélection concernant une émigration de travail.

Serait-ce que, miraculeusement, ces ténors politiques œuvreraient enfin à l'égalité des droits dans un élan humanitaire soudain ? Non point. Les seules vraies raisons de cette campagne sont économiques et démo-

alors que vient d'être institué un passeport européen... pour chiens et chats !!!
Quant à Mr Baffy, président de la toute puissante Fédération Française du Bâtiment, principal «employeur» de travailleurs sans papiers exploités, il confirme l'objectif lorsqu'il déclare : «dans certains secteurs, nous n'arrivons pas à couvrir nos besoins de main d'œuvre. Le seul moyen est de faire appel à des travailleurs étrangers».

La boucle est bouclée, retour à la traite d'esclaves d'antan, à la seule différence de taille que celle du 21ème siècle se fera de manière «légal et institutionnelle», les directives européennes et celles de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) remplaçant le lasso et le fouet.

Conjointement à la mise en place de ce processus de globalisation du «précarariat», les infatigables Chevènement et Sarkozy hier, Villepin aujourd'hui ne cessent quant à eux de claironner à tous vents leur implacable volonté de faire encore et toujours plus de répression et d'expulsions concernant un gibier idéal, le plus fragile et démuné d'entre tous : les sans papiers. Alors, dans cette incohérence, cette hypocrisie et cette démagogie où d'un côté certains exigent plus de travailleurs immigrés et d'autres brandissent la matraque et affrètent le charter pour se débarrasser des mêmes, où est la vérité et que faire pour desserrer le double étou de la répression et de l'exploitation ?

Deux exigences s'imposent :

■ En urgence, la délivrance d'un permis de travailler permanent aux sans papiers résidant et travaillant en France, entraînant de facto leur régularisation administrative. mesure cohérente et juste dans la mesure où, plutôt que de promouvoir les quotas de la précarités et de l'esclavagisme, il s'agit d'abord de délivrer leurs droits aux dizaines de milliers de sans papiers exploités qui profitent tant à l'essor économique du pays.

■ L'application de l'art. 13 de la déclaration universelle des Droits de l'Homme sur la libre circulation et installation des personnes afin d'endiguer la machine à broyer les droits orchestrée par les institutions financières et les gouvernements des pays dits «d'accueil» (d'écueil).

**Ni pitié, ni assistance
Dignité et résistance**

**Droits devant !!
www.droitsdevant.ouvaton.org**

Palestine

RÉSISTER, EXISTER, RÉSISTER !

3En ce début de 21ème siècle, il n'y a plus de conflits locaux mais plutôt des batailles locales d'une même guerre néocoloniale entre d'une part, l'impérialisme états-unien et ses alliés et, d'autre part les peuples de la planète qui résistent contre les dommages du capitalisme global et de la domination coloniale". (M. Warszawski, *anti colonialiste israélien*).

La CCIPPP, engagée dans l'envoi régulier de missions civiles en Palestine, se trouve aussi à l'initiative de tentatives pour que convergent analyses et luttes au niveau mondial contre les effets tragiques de la domination du système néo-libéral.

Les puissances politiques et financières qui gouvernent le monde forgent, jour après jour, les outils légaux d'une véritable recolonisation des droits des gens, et de leur esprit (" toute résistance est vaine ") :

Dans les pays les plus riches, les droits sociaux sont complètement remis en cause, les services publics sont démantelés, des lois liberticides sont insensiblement mises en place, le nombre de pauvres ne cesse de croître et la précarité devient la norme pour une part importante de la population.

Dans d'autres régions du monde, une tentative de reconquête coloniale est en cours, dont on voit les effets dévastateurs un peu partout. Les effets des guerres et des occupations imposées à certains peuples, sous la bannière de " la liberté et de la démocratie ", de " la lutte contre le terrorisme " et du " choc des civilisations " brandie par l'administration américaine et ses alliés s'aggravent et s'intensifient (Irak, Tchétchénie,...) et des menaces planent déjà sur d'autres peuples (Iran, Venezuela,...).

Une grande partie des pays du sud, en Afrique et en Asie souffre du poids de la dette externe que les états (souvent ex-colonisateurs) refusent obstinément d'annuler.

En Afrique, des guerres font rage,

dans lesquelles les ex-puissances coloniales et leurs entreprises multinationales jouent souvent un rôle essentiel : des millions d'hommes, de femmes et d'enfants en sont victimes sans que les "justiciers du monde" ne s'en émeuvent.

Dans le même temps, en Afrique toujours, le sida continue à faire d'énormes ravages, alors que les moyens médicaux existent. Ici encore, la politique libérale est reine: plutôt laisser mourir des peuples plutôt que de faire pression sur les laboratoires pharmaceutiques.

Les populations des pays pauvres, souvent en guerre fuient, nombreuses, une situation inhumaine et se retrouvent parquées à nos portes dans des camps de rétention, où elles subissent de la part de nos gouvernements l'arbitraire le plus total.

La Palestine constitue un exemple; elle est au centre des luttes actuelles pour de multiples raisons : Pour les puissances dominantes, le mur en Palestine représente l'une des lignes de front de la guerre globale : à l'intérieur du mur, (Tulkarem, Qalqilya, ...), commence " l'axe du mal ". Israël est en première ligne de " la civilisation " contre " les barbares ".

La ligne de front est bien réelle mais c'est entre le peuple palestinien colonisé et le gouvernement israélien colonisateur qu'elle passe.

A l'échelle mondiale, la véritable ligne de fracture passe entre les tenants de la politique néo-libérale, et tous ceux qui lui résistent et la combattent (quelle que soit leur origine culturelle) : il est primordial de ne pas céder à la vision " bushienne " du monde si nous voulons résister à la stratégie actuellement mise en place.

Le soutien aux luttes des peuples pour disposer librement d'eux-mêmes, et en particulier au peuple palestinien (qui mène un combat exemplaire depuis des décennies), est plus que jamais un axe fondamental de nos luttes communes :

si on accepte en Palestine un monde de colonisation, d'apartheid, de murs, de camps de travail, comment le refuser ailleurs ?

C'est pourquoi il est essentiel d'appuyer la campagne demandant des sanctions économiques et politiques sur Israël, tant que cet état refusera d'appliquer les décisions internationales (résolutions de l'ONU concernant les frontières de l'état palestinien, avis de la cour internationale de justice pour stopper la construction du mur et détruire la portion déjà construite, réparer les dommages créés, ...) et que les droits nationaux revendiqués par le peuple palestinien et ses élus ne seront pas pris en compte.

C'est aussi pourquoi la CCIPPP organise le départ de citoyens en Palestine, pour y soutenir, avec les anti-colonialistes israéliens, la lutte du peuple palestinien, puis témoigner et renforcer leur action à leur retour.

Il y a 4 ans, le cri collectif et global " un autre monde est possible " a brisé le mensonge selon lequel la domination néolibérale est inévitable, ainsi que celui de la " normalité " de la guerre, des inégalités sociales, du racisme, des castes, du patriarcat, de l'impérialisme et de la destruction de l'environnement. A mesure où les peuples s'approprient cette vérité, leur force devient irrésistible et se matérialise en des faits concrets de résistance, de revendication et de proposition [...]

GLOBALISONS LA LUTTE, GLOBALISONS L'ESPOIR ! "

(Extrait de l'appel des mouvements sociaux à la mobilisation contre la guerre, le néolibéralisme, l'exploitation et l'exclusion pour un autre monde possible. Porto Alegre, 2005).

CCIPPP (Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien)

Intermittents / Précaires DU POSSIBLE, SINON J'ETOUFFE

**Convergence des luttes
conjugaison des forces
puissance du nous**

Brutalement attaqués par un gouvernement obstinément sourd et inhospitalier, nous contre-attaquons. Ensemble.
Les décideurs nous sacrifient sur l'autel de la rentabilité faisant de nous la chair à canon d'objectifs économique-financiers.
Le projet de constitution européenne fait impasse sur les droits sociaux. Impasse sur les vivants.
Précarisés, expulsés, pressurisés, nous sommes pourtant bien là.
Combien coûte un logement ? Combien coûtent les transports en commun ?
Combien coûtent le pain, la viande ?
Et nous, que valons nous encore ?
Quel sens donner à nos vies lorsque les droits les plus élémentaires sont remis en question ou bafoués ?
Si la démocratie a un sens, c'est à nous de l'agir.
Nous refusons un monde construit en niant ses habitants.

Aujourd'hui, nous sommes tous menacés. Cette menace est concrète. Elle porte sur les vies mêmes, les capacités à faire et défaire des mondes.

Elle nous concerne tous, là où nous nous tenons.
Dans la rue. Au travail. À la maison. À l'école.
C'est pourquoi nous devons créer des lignes de convergence neuves et inaliénables.
Bâtir des forces contre la peur.

Ne laissons pas détruire les droits collectifs et la solidarité entre tous. A partir de nos pratiques et expériences, exigeons des droits nouveaux ! Ce que ces mois de lutte nous ont appris, nous voulons le partager avec tous.

Nous voulons librement circuler, penser, travailler.
Nous voulons du temps.

Nous voulons des soins, des médicaments.

Nous voulons apprendre. Nous voulons fabriquer, bricoler, inventer.
Nous voulons de l'attention, du repos.

Nous voulons un toit et de l'eau. Nous voulons chercher.
Nous voulons continuer. Nous voulons vivre.

**Coordination des intermittents
et précaires d'Ile-de-France**

7

Un soutien original aux luttes de précaires

En l'espace de deux semaines, la démagogie de nos dirigeants a été mise encore à jour.

Les salariés sont aujourd'hui confrontés à une montée sans précédent des formes d'emploi précaires, CDD, intérim, temps partiels, stages et piges en tout genres, montée qui est une des caractéristiques, avec le maintien d'un chômage de masse, de l'offensive patronale pour faire plier les salariés et faire toujours plus de profits. Sur Paris, des grèves ont éclaté particulièrement depuis 2000 dans la restauration rapide (deux grèves "historiques" du Mc Do de Strasbourg St-Denis en 2002 puis d'un an en 2003-2004, grèves chez Pizza Hut), le commerce (grèves à Maxilivres, Go Sport, la Fnac, H& M...), chez les salariés immigrés sur-exploités d'Arcade, sous-traitant du groupe hôtelier Accor (un an de grève), des pubs Frog, des cafés Ruc, etc. Aujourd'hui ce sont de nouveau des femmes de chambre et des plongeurs de l'hôtel Astor à Paris 8è qui sont en grève depuis plus d'un mois pour les mêmes raisons : cadences infernales, horaires à discrétion... Pas un mois sans qu'une nouvelle grève de précaires éclate, même si on ne le sait pas, tant les salariés confrontés aux nouvelles formes d'exploitation sont isolés, plus ou moins bien défendus par les syndicats lorsqu'ils existent, la précarité s'accompagne souvent d'un désert syndical... Dans ces grèves, les succès obtenus l'ont été autant par le soutien extérieur de comités de soutien que par l'action syndicale classique. En effet les syndicats peinent à faire connaître ces luttes à l'extérieur de l'entreprise, dans les médias, et à faire appel à la solidarité extérieure. Mais les revanches des directions patronales de ces multinationales sont la règle : licenciement de Faty Mayan, déléguée SUD d'Arcade, en mai 2004, licenciements en

rafale de salariés syndiqués à la CGT chez Quick en décembre 2004, licenciement pour "harcèlement" (!) de Cédric délégué CGT chez Virgin, etc...). Diverses initiatives, comme le réseau de Convergence des luttes mais surtout le Comité de soutien aux luttes, montent des actions de soutien aux grévistes et licenciés. Tous les vendredi soirs, ce Comité organise avec les salariés le blocage d'un Quick et un pique nique dans un des hôtels du groupe Accor, donneur d'ordre d'Arcade, pour exiger la réintégration des salariés licenciés. La sous-traitance est aussi mise en cause, dans le cas des hôtels du groupe Accor comme ailleurs, car c'est le fer de lance de la sur-exploitation des salariés et la voie ouverte au dumping social. Aussi demande-t-on la réintégration des personnels de nettoyage dans le personnel des hôtels. RDV tous les vendredi à 18H30 devant le siège d'Arcade, 80 rue du Fg St-Denis, M^o Château d'Eau Contact : fatysolidarite@hotmail.com Parallèlement, le Réseau Stop Précarité poursuit avec le G10 Solidaires ses cours gratuits de droit du travail assurés tous les 1ers lundis du mois à 19H à la Bourse du travail 67 rue de Turbigo (M^o Arts-et-Métiers) par une inspectrice du travail. Des débats sont aussi organisés, le dernier a porté en décembre sur "la casse du droit du travail" et a montré l'ambition du MEDEF, dans ses 46 propositions, de parvenir avec le soutien du gouvernement en place à réduire à zéro les protections collectives dont bénéficient encore les travailleurs.

stopprecarite@yahoo.fr
www.stop-precarite.org



Bon de soutien

Nom de l'organisation :

Adresse

.....

Commande exemplaires du journal des marches prix unitaire : 0,30 euros

Total : Paiement par chèque ci-joint à l'ordre " des marches "

A renvoyer à la Confédération Paysanne 81 avenue de la République 93170 BAGNOLET.

Vous avez en mémoire l'annonce faite par Monsieur BORLOO lors de la conférence de presse du 17 février présentant le plan de développement des emplois de service à la personne (secteur d'emplois majoritairement féminin) inclus dans le plan de Cohésion sociale. Et pour lequel M. Borloo misait sur un objectif de 500.000 emplois en 3 ans. En fait le 24 février Libération nous révèle que Monsieur le Ministre n'a pas voulu tenir compte d'un rapport du Commissariat général au plan intitulé "Professionaliser l'offre de service en France", dont les conclusions sont dérangeantes.

Ce rapport pointe la démesure des ambitions au sujet de : "l'énorme gisement d'emplois" envisagé par M. B. et fait notamment deux constats.

Quand M. B. signale que le secteur des services à la personne n'a jamais fait l'objet d'une véritable reconnaissance de la part de l'Etat. Il oublie les rapports qui se sont succédé et furent suivis de mesures concrètes.

A propos des chiffres avancés le secteur générerait actuellement

1.300.000 emplois plus 500.000 à créer en trois ans. Il ne peut être question d'équivalents temps pleins, les salariés de ce secteur ne travaillent que 7 à 8 heures par semaine. On est donc loin du compte ! On doit donc tabler sur un résultat d'à peine 100.000 équivalents temps pleins ce qui semble être déjà très ambitieux. Pour AC ce secteur d'activité n'a jamais représenté pour celles et ceux qui le pratiquent qu'un ou des emplois précaires (généralement d'une grande pénibilité)

Le 03/03 M. Delanoë a présenté à la presse son programme pour tenter de décrocher la candidature de Paris aux J.O. de 2012. Monsieur le Maire de Paris table avec aplomb sur 35 milliards de retombées économiques d'une part. Et avance fièrement 42.000 emplois pérennes

Est-on obligé de le croire ?

On apprend également qu'Emmaüs est impliquée et proposera des emplois d'insertion aux chômeurs qui seront volontaires (après des formations adaptées)

Sur ces points les syndicats n'ont à notre connaissance pas émis de protestation.

Agir ensemble contre le Chômage !

23, rue Mathis 75019 PARIS

Tel : 01 40 09 27 49 - Fax : 01 40 05 05 19

Mail : ac@ras.eu.org - www.ac.eu.org

Agenda des mobilisations

Mai

Le 1 mai : manif syndicale, euromayday

le 2 mai : marche dans Paris, actions spectaculaires, fête

le 8 mai : festival des résistances au Luxembourg

le 16 mai : dans toutes les villes de France réappropriation du lundi de Pentecôte

les 28 et 29 mai 2005 à Marseille avec la marche mondiale des femmes «rencontre féministe européenne».

Pour tout renseignement www.marchemondiale.org

Juillet

mi-juillet : rencontre d'été vers Avignon